

actu.fr

A Dieppe, des professeurs font grève le premier jour du baccalauréat

Aurélien Benard

Publié le 17 Juin 19 à 9:00 | Modifié le 17 Juin 19 à 9:01



Ce lundi 17 juin 2019, premier jour d'examen du baccalauréat, une vingtaine de professeurs de **Dieppe (Seine-Maritime)** ont répondu à l'appel unitaire à la grève de la surveillance des épreuves. (©Les Informations dieppoises)

Ce sont quelque 15 000 élèves de **Seine-Maritime** qui sont actuellement en train de plancher sur leur sujet de philosophie, la première épreuve écrite du baccalauréat, ce lundi 17 juin 2019. À **Dieppe**, dès 7 h 30, une vingtaine d'enseignants étaient réunis à l'appel national des organisations syndicales devant les grilles du lycée Jehan-Ango.

Les professeurs font la grève de la surveillance des épreuves du baccalauréat sans pour autant perturber les mouvements d'entrée au sein de l'établissement, ni même les épreuves. À renfort de banderoles et de tracts, les grévistes regrettent le peu de considération que leur apporte Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation nationale. Une enseignante dieppoise explique :

Il refuse toute négociation alors qu'il sait depuis longtemps qu'un appel unitaire à la grève a été lancé.

Le motif de ce mécontentement, c'est surtout la réforme des lycées et du baccalauréat voulue par le gouvernement.

Lire aussi : [Dieppe: Nouvelle interpellation pour port d'arme prohibé devant un lycée](#)

Avec la réforme, les élèves ne feront plus le choix d'une filière – littéraire, économique et social, scientifique – pour la classe de première, mais de spécialités. Les élèves de seconde ont d'ailleurs déjà rempli leurs choix pour la classe de première, à la rentrée.

C'est l'avant-dernière fois que le baccalauréat se déroule sous cette forme. Nous sommes totalement opposés à cette réforme qui prévoit de remplacer le bac tel qu'on le connaît aujourd'hui par différentes épreuves dès la classe de première. Ce sont des épreuves locales, ça détruit le caractère national de l'examen. En plus, ça va désorganiser les établissements.

Une réforme qui, selon eux, accentuera les inégalités entre les élèves et les territoires.

Pour les grévistes dieppois, ça ne fait pas de doute :

La réforme de l'Éducation nationale va surtout permettre de supprimer des postes dans l'enseignement au moment où les effectifs augmentent dans le second degré.

Les professeurs syndiqués réclament le retrait de cette réforme des lycées et du baccalauréat et ils souhaitent une revalorisation de leurs rémunérations.